

La méconnaissance et le racisme à l'égard des Autochtones

Texte paru dans le
Bulletin de l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations
 Vol 2, numéro 2, Automne 2006

par
 Pierre Lepage, agent d'éducation
 Direction de l'Éducation et de la Coopération*
 Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse *

« Que la vie est belle! Caché en forêt ou dans un petit village avec la famille et les amis, sans travailler, de l'argent plein les poches, pas d'impôt à payer, les cigarettes et l'alcool à moitié prix, un petit réseau de *dope*, on tue des orignaux n'importe quand et sans permis, on pêche au filet, on conduit saoul comme une botte, on fait des doigts d'honneur à la SQ, on crisse le feu à la maison du chef dont on ne veut plus, on fume là où ça nous tente et les subventions entrent à coup de millions des deux paliers de gouvernement. »

« Moi aussi, je danserais autour du feu. »

Il s'agit de la première partie de la chronique HUMOUR parue dans le *Journal de Montréal* du 2 août 2006. Signé par Michel Beaudry, collaborateur spécial au journal, le paragraphe a pour titre : *30 000 exceptions*.

Quoi penser de ce petit entrefilet? Une généralisation abusive, un ramassis de clichés au sujet des autochtones, l'étalement des préjugés les plus grossiers, du racisme pur, ou simplement de l'humour de mauvais goût? À vous d'en juger! Mais ce qu'il y a de particulièrement inquiétant dans ce type de propos c'est qu'il est devenu persistant au point de résumer l'essentiel de ce que bon nombre de Québécois ont à dire au sujet des Premières nations. Vraiment désolant! Mais c'est de l'humour! De l'humour sans conséquences? Pas très sûr!

Au milieu des années 1990 j'ai eu l'occasion, lors de présentations dans des classes du secondaire, de tester la perception que les élèves avaient des Amérindiens et des autochtones en général. Comme outil déclencheur je leur présentais un extrait des « meilleurs moments » des *Bleu Poudre* une émission d'humour présentée sur les ondes de la télévision française de Radio Canada. Le personnage vedette Bob Binette et son comparse y présentent un court dessin animé bâti sur le modèle du personnage Super Mario de Nintendo. Un petit « indien à

* Les opinions exprimées dans ce texte sont celles de son auteur et ne constituent pas la position officielle de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

plumes » nommé Super Mohawk apparaît sur le petit écran. Il saute et tire un peu partout. Il peut ainsi gagner des points et finalement démontrer qu'il est facile pour un amérindien de devenir millionnaire. Super Mohawk saccage des maisons, il gagne des points, il bloque un pont et gagne des points. Une carabine lui tombe du ciel et il tire partout, sur plein, plein de chèques de BS, il gagne beaucoup de points. Et Bob Binette d'ajouter : « pour un Indien c'est très facile d'avoir des chèques de BS ». Et le petit « indien à plumes » s'active davantage. Un percepteur de taxes armé d'un pistolet s'avance et tire sur tout ce qui bouge sauf sur les indiens. « C'est seulement sur les visages pâles que ça fonctionne ». Super Mohawk crache sur sa facture d'électricité d'Hydro-Québec et gagne des points. Il rie de la police et gagne bien des points. Il « descend » un hélicoptère et gagne encore des points. L'ancien premier ministre Jean Chrétien apparaît alors à l'écran et ferme soudainement les yeux. Bravo! Super Mohawk a franchi la dernière étape pour devenir millionnaire. Fin du jeu! Sur le plan technique, le document est une petite merveille. Sur le plan du contenu il est le ramassis de tous les clichés véhiculés au sujet des Amérindiens au lendemain de la Crise d'Oka. Inoffensif ce genre de document? Les élèves à qui j'ai présenté cet extrait vidéo ont bien rigolé. Ils s'y reconnaissaient parfaitement et admettaient que leur perception des Amérindiens s'y retrouvait. Pas très fort pour une société qui souhaiterait bâtir une relation plus harmonieuse avec les premiers peuples. En fait je dirais sans me tromper que 99 pour cent des jeunes du secondaire rencontrés à l'époque étaient convaincus que les autochtones n'avaient pas à payer leur compte d'électricité, qu'ils avaient des maisons gratuites, qu'ils bénéficiaient de pleins de privilèges, qu'ils respectaient les lois quand ils le voulaient et qu'ils avaient plus de droits que les Québécois. Et les enseignants, en savaient-ils davantage? Pas sûr du tout! Et les parents des élèves? Pire encore peut-être!

Mais d'où nous vient une telle ignorance collective et comment a pu s'installer chez nous une vision si étroite et si méprisante des premiers peuples. Assurément une partie de la réponse se trouve dans les programmes et les manuels d'histoire en vigueur jusqu'à maintenant et particulièrement de ce que ces programmes et manuels ne nous ont pas appris. Une autre partie de la réponse se trouve sans contredit dans la période tumultueuse qui a suivi la crise de l'été 1990 à Oka et Kanehsatake.

Sur fond « d'ignorance crasse »

Il suffit de parcourir les premières pages du manuel d'Histoire du Canada publié par les pères Farley et Lamarche (1) pour comprendre comment une image méprisante des autochtones a pu être transmise à plusieurs générations d'élèves du Québec. Cette histoire du Canada a été lue pendant plus de trente ans par des milliers d'élèves y incluant ceux de la génération dite des « baby boomers ». Jusqu'aux années 1960, il constituait « Le manuel d'histoire par excellence » dans les classes avancées du secondaire. Dans leur « *portrait du sauvage* » les auteurs le décrivent physiquement comme présentant dans l'ensemble une belle apparence « malgré la dureté de ses traits et l'aspect osseux de sa figure ». Mais c'est « au moral » que le bât blesse puisque « le sauvage possédait certaines qualités peu profondes » au dire des auteurs et que « ces qualités ne pouvaient faire oublier les défauts les plus graves, « orgueil sans borne », se croyant « nettement supérieur aux blancs », « sensuel », qui « se livrait

facilement à la débauche... » Ce portrait peu reluisant se terminait abruptement : « Enfin, il (le sauvage) était sans force morale, sans caractère... ». Et vlan! Mais qui étaient-ils en réalité? Nous n'en savions rien. Comment vivaient-ils, comment pouvaient-ils survivre dans un environnement hostile? Quel était leur mode d'occupation du territoire, leur système complexe de parenté, d'échanges commerciaux, leurs systèmes politiques? Nous n'en savions rien. Quel était le génie de leurs langues? Que savions-nous de leur médecine, de leurs croyances, et quoi encore? Rien! Strictement rien!

Au cours des années 1960, ce mépris ouvert à l'égard des premiers peuples a été éliminé pour ainsi dire des manuels scolaires. Toutefois une étude sur *L'image de l'Amérindien dans les manuels scolaires du Québec*, réalisée en 1979 (2), nous amène à un constat troublant. À partir de la Conquête britannique, les Autochtones disparaissent mystérieusement du paysage historique. Si l'on se fie à ces manuels, il n'y a plus d'Indiens au Québec à partir de 1760. Tout au plus trouvons-nous une référence aux autochtones dans les années entourant la Confédération canadienne avec l'épisode de Louis Riel. Pas un mot toutefois au sujet des traités postérieurs à la Confédération et qui touchaient précisément les terres et les titres fonciers. Le vide total! Puis dans certains manuels, ceux-ci toujours actuels, on saute à la Crise d'Oka de l'été 1990. Un manuel y consacre d'ailleurs un court chapitre sous la rubrique « Le réveil amérindien ». Photo à l'appui, un soldat de l'armée canadienne y apparaît en face à face avec un « Warrior », un guerrier amérindien masqué et armé. Voilà grosso modo pour le vide de connaissances!

Mais que s'est-il donc passé entre la Conquête britannique de 1760 et la période contemporaine? Se pourrait-il que nous puissions y trouver précisément tout ce qu'il faut pour la compréhension de la réalité d'aujourd'hui?

La « redécouverte » des Autochtones dans le contexte explosif du début des années 1990

Les autochtones seraient « les enfants gâtés du système », dit-on. Voilà une perception qui s'est imposée au Québec, au milieu des années 1990, « l'Indien privilégié », « cet exploitateur du système qui ne paie ni taxe ni impôt » ou « qui se fait vivre par le fédéral au détriment du bon citoyen payeur de taxes ». Loin d'être des opprimés, les autochtones sont soudainement devenus des privilégiés. C'est ainsi qu'au milieu des années 1990, des journalistes se mettent à fouiller les comptes publics pour tenter de démontrer tous les privilèges dont jouiraient les autochtones, exemptions de taxes, d'impôt, services médicaux non assurés gratuits, etc. Et l'on s'indigne à partir de comparaisons boiteuses des sommes dépensées dans les communautés autochtones. En somme, il ne se passait pas une semaine sans qu'un prétendu scandale touchant le milieu autochtone n'éclate. Durant la même période, le Québec a été le témoin de manifestations ouvertes d'intolérance à l'égard des premiers peuples.

La crise d'Oka a laissé des séquelles importantes mais surtout, elle a été suivie d'une longue période d'instabilité dans les relations entre le Québec et certaines communautés mohawks. Dans un contexte où l'ordre public n'était pas assuré, à Kanehsatake notamment, nous avons

l'impression que nous allions de crise en crise : trafic d'armes prohibées, coups de feu, menaces et intimidation entre factions mohawks, crise entourant le commerce du tabac, mise à jour de plantations de cannabis à Kanehsatake et saisies spectaculaires, on s'en souviendra, en présence du ministre de la Sécurité publique sous l'œil vigilant des caméras de télévision, etc. etc.

Le choc des nationalismes québécois et autochtones

Le début des années 1990 est aussi marqué par le choc des nationalismes québécois et autochtones. Qu'il suffise de mentionner, en 1990, l'échec de l'*Accord du Lac Meech*. Si certains québécois se sont réjouis de l'échec de l'accord, d'autres ont perçu les Autochtones, à travers le geste du député Elijah Harper, comme étant les grands responsables du rejet du Québec par le reste du Canada. En 1992, c'est le rejet de l'Accord de Charlottetown où cette fois les Autochtones voient la possibilité de faire reconnaître leur droit inhérent à l'autonomie gouvernementale alors que le Québec ne se voit plus reconnu comme société distincte. À la même période, au Québec, débutent les travaux de la *Commission d'étude sur les questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté*, la mise sur pied de Commissions régionales et la tenue d'audiences publiques. La question territoriale est au cœur des débats.

Durant les années précédant le référendum de 1995 sur l'opportunité pour le Québec d'accéder à la souveraineté, des risques de dérapage pointaient à l'horizon. De nombreux points de vue exprimés lors des audiences publiques des Commissions régionales par exemple, dénotaient un réel niveau de méconnaissance et d'ignorance de nombreux intervenants à l'égard des populations autochtones. Par exemple, mal informés sur la portée réelle des revendications territoriales contemporaines, bien des québécois percevaient le phénomène comme une entreprise de dépeçage du territoire. D'autre part les positions respectives du Québec et des nations autochtones quant à l'intégrité du territoire national semblaient dans une impasse et tout à fait irréconciliables. Dans un contexte surchauffé, les menaces partitionnistes de certains intervenants ou de groupes d'intérêt représentaient un véritable baril de poudre.

En 1990 également, les Cris du Québec déposaient en Cour supérieure une poursuite visant à stopper le projet hydroélectrique Grande-Baleine. C'est aussi le début d'une longue campagne menée par les autorités criées aux États-Unis et en Europe afin de stopper le projet. La société Hydro-Québec est perçue dans la population comme un symbole de l'identité québécoise et de son savoir faire. « Hydro-Québec, le meilleur de nous-mêmes » disait la publicité de la société d'état à la même époque. À qui donc s'attaquaient les Cris lorsqu'ils s'attaquaient à Hydro-Québec? Assurément au « meilleur de nous-mêmes ». Sans juger du bien fondé de cette campagne il faut cependant constater que les émotions nationales étaient à fleur de peau. Résultat? La campagne des Cris fut perçue par une bonne partie des médias et de la population comme une vaste entreprise visant à salir la réputation du Québec et celle des Québécois.

Le sensationnalisme domine la couverture journalistique

Durant cette période peu glorieuse, le sensationnalisme a dominé certaines tribunes téléphoniques qui ont connu des heures de gloire comme en fait foi l'étude intitulée *Les tribuns de la radio. Échos de la crise d'Oka*, rendue publique en 1995, par le Centre d'études sur les médias. De son côté, la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, faisait son méa-

culpa, en mars 1994, en s'interrogeant, lors de son congrès annuel, sur le traitement médiatique des affaires autochtones. À cette occasion, le leader autochtone Konrad Sioui, dénonçait le comportement d'animateurs vedettes qui « mangent de l'indien » et se « paient la traite en se montant des cotes d'écoute ». Invité à prendre la parole à la même occasion, le Protecteur du citoyen de l'époque, maître Daniel Jacoby, s'attaquait publiquement à certains éditoriaux où l'on retrouvait, disait-il, des propos « qui s'apparentent à de la propagande haineuse » contre les autochtones.

Une assise au racisme et à l'intolérance

C'est dans ce contexte de relations détériorées et de turbulence que s'est imposée au Québec, l'image de « l'Indien privilégié ». Deux sondage d'opinion réalisés simultanément en 1992 et 1994, confirmaient, chez les francophones en particulier, cette idée que les Autochtones seraient privilégiés au point de vivre aussi bien ou mieux que les Québécois et même qu'ils bénéficieraient de droits supérieurs aux autres citoyens vivant au Québec. La réalité était pourtant tout à fait à l'opposé de cette perception. Des études confirmaient plutôt, à la même époque, une réalité de sous-développement dans tous les secteurs au sein des nations autochtones.

Le début des années 1990 fut donc propice à l'élaboration d'un discours ouvertement anti-autochtone et qui offrait sans contredit une assise au racisme et à l'intolérance.

Une note d'espoir pour l'avenir

On aura compris l'ampleur de la tâche éducative au Québec, pour une meilleure connaissance des peuples autochtones. Malgré les inquiétudes il y a tout de même des lueurs d'espoirs. Au niveau des programmes scolaires particulièrement, un développement positif est déjà amorcé. Au primaire, avec la réforme des programmes, la question des premiers peuples est à l'ordre du jour dès la troisième année. Résultat, les éditeurs de manuels scolaires se sont mis à l'œuvre et ont développé du matériel somme toute très intéressant. Au secondaire l'espoir se trouve dans la réforme des programmes d'histoire au niveau du deuxième cycle. En ce qui concerne les peuples autochtones, il va sans dire que ces programmes sont attendus avec impatience et appréhension. Les peuples autochtones vont-ils réapparaître dans le paysage historique. Il le faudrait pourtant.

À la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ), nous avons aussi pris des initiatives en matière d'éducation du public. À contre-courant d'une opinion publique défavorable, nous avons lancé en milieu scolaire un programme d'activités éducatives ayant pour thème *La rencontre Québécois-Autochtones*. Ainsi grâce à une entente de coopération conclue en 1998 avec l'Institut culturel et éducatif montagnais (ICEM) (3) une équipe de 8 à 10 personnes de la nation innue prend régulièrement la route pour tenir une semaine d'activités dans une école secondaire. Jusqu'à maintenant, plus de 55 écoles secondaires ont été visitées et plus de 60 000 élèves ont participé à nos activités. Le programme connaît un succès tel que nous ne pouvons répondre à la demande. Nous pourrions doubler le nombre de sorties. Notre expérience le démontre clairement. Il y a place, au Québec, pour une autre vision des autochtones. Tous les québécois ne sont pas très fiers de

ce qu'ils entendent au sujet des autochtones. Il y a des limites au mépris public et une bonne partie des gens ne demandent pas mieux que d'en sortir.

Dans le cadre de cette tournée, tous les enseignants des écoles visitées doivent suivre un atelier préparatoire. Parmi les objectifs de cette formation, permettre justement aux enseignants de développer un sens critique face aux croyances populaires actuelles et favoriser auprès des élèves une perception plus juste du milieu autochtone. C'est d'ailleurs dans le cadre de ces ateliers préparatoires que nous avons produit un outil pédagogique ayant pour titre *Mythes et réalités sur les peuples autochtones*. Ce livre qui a beaucoup de succès auprès des enseignants, permet de pallier, à court terme du moins, l'absence de matériel adéquat pour une meilleure connaissance des premiers peuples. Le document est désormais disponible pour le grand public.

- (1) FARLEY, Paul-Émile, et Gustave LAMARCHE, 1945 : *Histoire du Canada. Cours supérieur*. Librairie des Clercs de Saint-Viateur, Montréal
- (2) VINCENT, S. ET B. ARCAND, 1979 : *L'image de l'Amérindien dans les manuels scolaires du Québec : ou Comment les Québécois ne sont pas des sauvages*. Hurtubise HMH, Ville LaSalle.
- (3) L'Institut culturel et éducatif montagnais (ICEM) a mis à la disposition du programme une équipe d'animateurs et d'accompagnateurs exceptionnels. Le siège social de l'organisme est situé à Sept-Îles sur la Côte-Nord. Le succès du programme leur est dû en grande partie.